

**ATELIER REGIONAL DE FORMATION SUR LES TECHNIQUES D'INVESTIGATION
FINANCIERE A L'INTENTION DES ENQUÊTEURS
15-12-2008**

DISCOURS D'OUVERTURE
DE MONSIEUR LE MINISTRE DE L'ECONOMIE
ET DES FINANCES

- Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement ;
- Mesdames et Messieurs les membres des corps diplomatique et Consulaire ;
- Monsieur le Directeur National de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ;
- Monsieur le Directeur Général du Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'argent et le financement du terrorisme en Afrique de l'ouest ;
- Messieurs les Directeurs Généraux ? Directeurs, Sous Directeurs ;
- Monsieur le Président de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières de Côte d'Ivoire ;
- Honorables invités ;
- Mesdames et Messieurs ;

C'est un honneur pour moi, que de prendre la parole ce matin, au nom de Monsieur le Ministre de l'Economie et des Finances, empêché, à l'occasion de cet atelier de formation organisé par le Groupe Intergouvernemental d'Action contre le Blanchiment d'Argent et le financement du terrorisme en Afrique de l'ouest (GIABA), sur le thème « **les techniques d'investigation financière à l'intention des enquêteurs** ».

Je voudrais saisir cette opportunité, pour souhaiter en son nom, la fraternelle bienvenue à l'ensemble de nos hôtes des pays frères, qui ont bien voulu faire le déplacement d'Abidjan.

Je voudrais également saluer et remercier les membres du Gouvernement et les responsables d'institutions sous régionales et internationales, d'avoir rehaussé cette rencontre de leur présence distinguée.

Je ne saurais terminer ces remerciements sans faire une adresse particulière à l'endroit de la Direction Générale du GIABA, ainsi qu'à l'ensemble du personnel de cette structure sous régionale, pour cette initiative, mais aussi, pour la constance et la pertinence de ses actions depuis sa création.

Mesdames et Messieurs,

L'actualité économique mondiale, dominée par la crise financière internationale, donne à cette rencontre une signification particulière et nous interpelle sur la nécessité de poursuivre nos efforts et de renforcer nos dispositifs en matière de lutte contre la criminalité financière.

En effet, il apparaît clairement que l'une des causes de la crise financière actuelle, réside dans le manque de transparence, ainsi que la faiblesse de la régulation et du contrôle du secteur financier.

Dans ce contexte, les solutions envisagées par des pays développés, naturellement enclins au libre échange et au libéralisme, prennent en compte le renforcement de la régulation et de la surveillance du secteur financier.

Dans cette dynamique, il urge que nos Etats et nos organes de lutte contre la criminalité financière adaptent leurs méthodes, en se donnant les moyens modernes et efficaces, pour faire face à la malveillante l'ingéniosité des faussaires.

Dans cette veine, le renforcement des capacités est un choix judicieux, pour donner à tous les acteurs, et notamment à nos enquêteurs, des connaissances pointues à la hauteur de la subtilité des questions de fraude financière et à même de garantir les résultats escomptés.

Honorables invités, Mesdames et Messieurs,

La question du blanchiment d'argent est complexe. Cela se perçoit à travers les difficultés liées à la nature, à l'accès et à la disponibilité des informations financières.

Cette complexité se perçoit également à travers les circuits utilisés par les faussaires, de même que les acteurs concernés au premier chef, à savoir, les banques, les institutions financières non bancaires, les entreprises privés et l'économie dans son ensemble.

C'est pourquoi, nous nous devons de renforcer la collaboration entre les organismes nationaux, sous régionaux et internationaux.

Fort heureusement, cette solidarité dans l'effort, se manifeste par le biais du soutien des Etats Unis d'Amérique, de l'Union Européenne et de la CEDEAO que je voudrais vivement saluer.

Il convient également de revisiter nos cadres législatifs et réglementaires, pour nous inscrire dans une dynamique d'adaptation continue, afin de permettre aux moyens légaux de coercition d'avoir l'impact escompté.

Mesdames et Messieurs,

Comme nous pouvons le noter, les défis qui nous attendent sont à la fois nombreux et importants.

J'invite donc les participants à rester engagés, comme ils l'ont toujours démontré à chacune des rencontres initiées par le GIABA.

Pour ma part, je voudrais vous donner des assurances, quant à l'engagement et à la disponibilité de Monsieur le Ministre, à accompagner et à soutenir vos actions.

C'est sur ces mots que je voudrais clore mon propos, et déclarant ouvert, l'atelier de formation sur les techniques d'investigation financière à l'intention des enquêteurs.

Plein succès à vos travaux.

Merci de votre aimable attention.

AHOUTOU K. Emmanuel